

Burundi : Le divorce semble consommé entre les cadres du parti présidentiel

@rib News, 28/02/2011 - Source AFP Onésime Nduwimana, le porte-parole du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, au pouvoir), a fait part de son "étonnement" devant des déclarations d'un "homme d'opinion" et d'"opinion", après les révélations d'un des plus hauts dirigeants présidentiel burundais. Manassé Nzobonimpa - un des 12 membres du Conseil des sages, l'organe dirigeant du Cndd-Fdd, présidé par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza - a dénoncé lundi les agissements d'un "groupe de corrompus" qui gangrèment le parti et étouffent la démocratie au Burundi.

Le porte-parole du Cndd-Fdd a de son côté rétorqué que le président Nkurunziza avait "déclaré la tolérance" matière de corruption, mais M. Nzobonimpa, une personnalité très influente et respectée au Burundi, a jeté une pavée dans la mare qui a fait l'effet d'une bombe dans le camp présidentiel. "Des personnes engagées dans la corruption malversations économiques - dont certains ont de hautes fonctions au sein du parti - ont arrêté des stratégies pour empêcher les "Bagumyabanga" (vrais militants) du parti de prodiguer des conseils pour ranimer le système dirigeant", a accusé M. Nzobonimpa. Il s'agit d'un "groupe de personnes qui sabotent l'économie nationale, perturbent de paisibles dirigeants en les faisant limoger de leurs fonctions" et ont institué, sous couvert de "mobiliser des cotisations" pour le parti, un système de racket, a-t-il accusé. M. Nzobonimpa a également dénoncé "la peur et loi du silence qui régissent au sein du parti présidentiel". "Pour sauver notre démocratie étouffée par une poignée de Bagumyabanga s'engagent à unir leurs efforts pour bannir à jamais les suspicions, la chasse à l'homme, la culture de la haine, les chantages et les montages" qui rongent notre parti, a-t-il lancé. La déclaration de M. Nzobonimpa, soutenu par un "fort courant de novateurs" au sein du parti selon des sources concordantes, intervient à quelques jours d'un congrès du parti présidentiel prévu d'ici le 10 mars. Le haut responsable plaide par ailleurs pour un dialogue inter-burundais devant la résurgence de groupes armés et de violences meurtrières à la suite des élections générales mi-2010 remportées par le parti au pouvoir et dénoncées par l'opposition. "Au lieu de sacrifier d'autres vies humaines alors que le mobile de ces tueries a une connotation politique liée au refus des résultats des dernières élections, nous trouvons que les négociations inter-burundaises sont incontournables", a-t-il martelé. "Pour établir la paix au Burundi, seules des négociations politiques devraient être privilégiées", a insisté l'ancien commandant rebelle hutu. M. Nzobonimpa a demandé des négociations avec une rébellion non déclarée. C'est peut-être parce qu'il est déjà en contact avec elle qu'il a accusé le porte-parole du parti. La contestation du processus électoral de l'été 2010 par l'opposition et la multiplication des incidents font planer la crainte d'une reprise des violences au Burundi, pays marqué par une longue guerre civile qui a fait près de 300.000 morts entre 1993 et 2006.